

PROFIL

JOURNAL LIBÉRAL-RADICAL, PROGRESSISTE ET DÉMOCRATE

Octobre 2024
2/118^e année

DOSSIER
p. 6

PORTRAIT PLR
p. 21

DOSSIER SPÉCIAL

LE VIEUX COUPLE FRANCO-SUISSE



ÉCONOMIE

DE L'IMPORTANCE DES RELATIONS BILATÉRALES FRANCO-SUISSES

La Suisse et la France, de par leur situation géographique, culturelle et politique, ont tissé avec les siècles une relation de dépendance mutuelle très forte. Sur le plan économique notamment, leurs échanges n'ont de cesse de s'intensifier. Romain Duriez, directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie France Suisse nous rappelle quelques éléments clés de cette dynamique essentielle pour notre pays.

UN LIEN HISTORIQUE FORT ENTRE LA SUISSE ET LA FRANCE

La relation entre la Suisse, en particulier entre la Suisse romande, et la France s'ancre dans une histoire longue et riche, marquée par des échanges socioculturels et économiques continus. Dès le Moyen Âge, des alliances et des partenariats se sont tissés entre les cantons suisses et le royaume de France. La Suisse, traditionnellement neutre, a toujours vu en la France un partenaire économique privilégié. La Suisse romande, en particulier, de par sa langue et sa culture, a joué un rôle clé dans ces relations en particulier depuis le XVIII^e siècle, avec l'installation de nombreux intellectuels et artisans suisses en France, contribuant à la diffusion d'idées progressistes et au développement de secteurs tels que l'horlogerie, qui reste un symbole fort de cette collaboration économique et culturelle.

Aujourd'hui, ces échanges se poursuivent avec une intensité renouvelée. La France demeure l'un des partenaires commerciaux les plus importants de la Suisse, tandis que la Suisse est un investisseur majeur en France. Cette relation, profondément enracinée dans l'histoire, est un exemple rare de coopération continue et mutuellement bénéfique. Qu'il s'agisse d'échanges intellectuels, commerciaux ou migratoires, la dynamique franco-suisse illustre une interdépendance harmonieuse

qui a traversé les époques et les bouleversements politiques.

DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ÉQUILIBRÉES ET INTERDÉPENDANTES

Les échanges commerciaux entre la France et la Suisse sont un pilier fondamental de leur coopération économique. En 2022, les exportations croisées ont atteint des sommets, avec environ 39 milliards d'euros d'échanges bilatéraux. La Suisse exporte principalement vers la France des produits pharmaceutiques, chimiques, horlogers et des machines de haute technologie. La filière pharmaceutique, dominée par des géants comme Novartis et Roche, représente à elle seule près de 50 % des exportations suisses.

D'un autre côté, la France exporte des biens de consommation courante ou de luxe, des produits agroalimentaires, et des composants industriels vers la Suisse, avec des entreprises comme Thalès, LVMH, Bouygues ou Sanofi bien implantées sur le marché suisse. En termes d'investissements, 2 400 entreprises suisses sont implantées en France, représentant près de 170 000 emplois, tandis que 1 800 entreprises françaises sont présentes en Suisse, générant environ 80 000 emplois. Ces chiffres illustrent la profondeur des liens économiques et l'interpénétration des deux marchés. À noter également que le stock d'investissements directs suisses

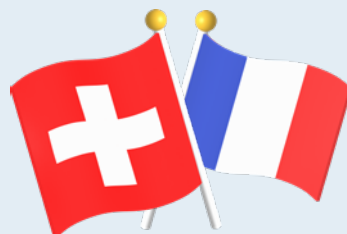
en France a atteint des sommets en 2023 pour s'établir à 114 milliards d'euros, faisant ainsi de la Confédération helvétique le deuxième investisseur étranger en France derrière les États-Unis (à 144 milliards d'euros d'IDE) et devant l'Allemagne (à 104 milliards d'IDE).

LE RÔLE CRUCIAL DES TRAVAILLEURS FRONTALIERS

L'un des aspects les plus emblématiques de l'interdépendance franco-suisse est le rôle des travailleurs frontaliers. En 2023, environ 213 000 travailleurs frontaliers français franchissaient quotidiennement la frontière pour travailler en Suisse, principalement dans les secteurs de la santé, de l'horlogerie, de l'hôtellerie-restauration et de la construction. Leur contribution est vitale pour l'économie suisse, notamment dans des régions comme Genève, où près de 20 % de la main-d'œuvre est composée de frontaliers.

Ce flux de travailleurs a également un impact socio-économique significatif des deux côtés de la frontière. En Suisse, les frontaliers permettent de combler les pénuries de main-d'œuvre dans des secteurs cruciaux, tout en contribuant aux recettes fiscales suisses. Cependant, cette situation entraîne également des tensions sur l'immobilier dans les régions frontalières françaises, où le prix des logements a augmenté sous la pression des frontaliers.

LES RELATIONS FRANCO-SUISES EN CHIFFRES



170'000

emplois générés
en France par des
entreprises suisses

80'000

emplois générés
en Suisse par des
entreprises françaises

210'000

Suisses vivent
en France



174'000

Français vivent
en Suisse

600 km

de frontière commune

220'000

frontaliers français travaillent
chaque jour en Suisse

39

milliards d'euros
d'échanges bilatéraux

La Suisse est le

3^e

investisseur étranger
en France après
les USA et l'Allemagne



La France est le

5^e

investisseur étranger
en Suisse

+74 %

augmentation des échanges de biens
entre les deux pays, de 2010 à 2022



Jacques Chirac lors de son discours au Forum économique de Zurich le 29 octobre 1998. Image Keystone.

De plus, l'écart de salaires entre les deux pays engendre des disparités de coût de la vie, notamment pour les biens et services transfrontaliers.

L'IMPORTANCE DES ACCORDS BILATÉRAUX POUR SOUTENIR LA CROISSANCE SUISSE

Les Accords bilatéraux de 1999 et 2004 ont permis à la Suisse de bénéficier d'un afflux constant de travailleurs européens, contribuant ainsi à une hausse significative de la population active. Entre 2000 et 2019, cette liberté de circulation a permis une croissance de la main-d'œuvre, notamment dans les secteurs en pénurie tels que la santé, la construction, l'hôtellerie et la restauration. Ces secteurs, vitaux pour l'économie suisse, ont vu leurs besoins comblés grâce à l'arrivée de travailleurs qualifiés et disponibles sur le marché européen.

Par exemple, en 2019, on estimait que près de 25 % de la main-d'œuvre active en Suisse était composée de travailleurs étrangers, dont une grande partie provenait

de l'Union européenne et notamment de France. Cette contribution a permis de soutenir la compétitivité des entreprises suisses, en leur offrant l'accès à des compétences recherchées dans des secteurs souvent en tension. Le secteur de la santé, par exemple, a pu maintenir son dynamisme et son niveau de qualité grâce à l'arrivée de personnel qualifié en provenance de France et d'autres pays voisins.

L'accès à une main-d'œuvre européenne jeune, dynamique et en bonne santé a été un atout majeur pour la Suisse. Grâce à cet afflux, les entreprises suisses ont pu recruter des talents hautement qualifiés, contribuant ainsi à la compétitivité du pays. Ces travailleurs, en plus de participer activement à l'économie locale, cotisent en Suisse, renforçant ainsi les systèmes de sécurité sociale et les caisses de pension suisses. Leur intégration dans le marché du travail a donc des répercussions économiques positives à la fois sur le court et le long terme.

La Suisse a su attirer cette main-d'œuvre grâce à son marché de l'emploi stable et attractif, avec des salaires compétitifs et une qualité de vie reconnue. Par exemple, dans le domaine de la technologie et de la recherche, des entreprises suisses comme Roche, Novartis ou ABB ont pu rester à la pointe de l'innovation grâce à la contribution de travailleurs qualifiés issus de toute l'Europe. Cette main-d'œuvre compétente a été un moteur pour maintenir l'attractivité économique et la position concurrentielle de la Suisse sur les marchés mondiaux.

L'AVENIR DES RELATIONS BILATÉRALES : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Les relations bilatérales entre la Suisse et l'Union européenne (UE) sont à un tournant décisif. Plusieurs accords, essentiels au maintien de la compétitivité économique suisse, arrivent à échéance ou nécessitent une renégociation. La situation actuelle présente des défis, mais aussi des opportunités, pour renforcer et pérenniser ces relations stratégiques.



ROMAIN DURIÉZ

DIRECTEUR CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE FRANCE SUISSE

Romain Duriez est directeur général de la Chambre de Commerce et d'Industrie France Suisse (CCIFS) depuis 2008 qu'il a rejoint en 2003. Sous sa direction, la CCIFS a considérablement élargi ses services et renforcé son réseau, avec plus de 1'100 membres et 1'200 prestations annuelles. Actif dans le développement commercial franco-suisse, il a lancé le centre d'affaires « Le Booster » à Genève en 2021 et à Bâle en 2023. Il a été coordinateur des CCIFI de la zone Europe de 2012 à 2017 et est membre du comité de l'Association International des Chambres de Commerce à Genève (AICC).

Les Accords bilatéraux I et II touchent à des domaines aussi variés que la libre circulation des personnes, les échanges commerciaux, ou encore la coopération scientifique et technologique. Parmi ces accords, certains, comme le programme Horizon Europe (l'un des plus grands programmes de recherche et d'innovation de l'UE), ou ceux liés aux secteurs comme la Medtech (technologies médicales), sont en situation de blocage ou de renégociation.

Le non-renouvellement de ces accords a ou aurait des conséquences potentiellement graves pour la Suisse. En matière de recherche, l'exclusion de programmes comme Horizon Europe pourrait restreindre l'accès des chercheurs suisses aux réseaux de collaboration européens et limiter leur participation à des projets d'envergure mondiale. Cette perte de synergie freinerait non seulement les progrès en matière d'innovation, mais aussi la compétitivité des entreprises suisses dans des secteurs de pointe, comme la santé, la technologie, et les sciences de la vie.

Dans l'industrie Medtech, qui dépend largement des relations commerciales avec l'UE, une absence de cadre bilatéral renouvelé complique l'accès aux marchés européens pour la Suisse. Ainsi l'industrie suisse des technologies médicales a perdu en 2021 son accès direct au marché intérieur de l'UE, car l'Union européenne a refusé de mettre à jour l'Accord de Reconnaissance Mutuelle sans accord institutionnel entre les deux parties.

Face à ces défis, il est impératif de relancer les négociations bilatérales pour garantir une relation stable et fructueuse à long terme. Une rupture des accords actuels ou un affaiblissement de ces partenariats affecterait non seulement la recherche et l'innovation, mais aussi l'accès aux marchés européens pour de nombreux secteurs clés de l'économie suisse.

LA FRANCE : UN INVESTISSEUR CLÉ EN SUISSE, ET RÉCIPROQUEMENT

La relation économique entre la France et la Suisse repose sur une solide base d'investissements croisés, témoignant d'une interdépendance économique étroite et fructueuse. Que ce soit par le biais des entreprises françaises implantées en Suisse ou des investissements suisses en France, ces échanges renforcent les deux

économies tout en favorisant l'innovation et la compétitivité dans des secteurs stratégiques.

Les investissements français renforcent la présence industrielle et technologique en Suisse, créent des emplois et stimulent la collaboration entre les deux pays dans des domaines d'avenir, comme les énergies renouvelables et les technologies de rupture. De plus, ces initiatives permettent à la France de bénéficier du savoir-faire suisse dans les secteurs d'excellence comme l'horlogerie et la microtechnique.

De son côté, la Suisse est le troisième investisseur étranger en France, juste après les États-Unis et l'Allemagne, ce qui reflète l'importance des flux d'investissements suisses dans l'Hexagone. En 2023, on comptait environ 2 400 entreprises suisses implantées en France, employant près de 170 000 personnes. Ces investissements concernent principalement les secteurs industriels, notamment la chimie, la pharmacie et l'ingénierie de précision.

En investissant massivement l'un chez l'autre, la France et la Suisse bénéficient d'un partage d'expertises, de savoir-faire et de ressources qui stimulent l'innovation et renforcent la compétitivité de leurs entreprises. Pour la France, les investissements suisses sont un levier essentiel pour l'emploi industriel, tandis que la Suisse bénéficie des apports en technologies et en compétences françaises.

La relation franco-suisse, forte d'une histoire séculaire et de liens économiques profonds, constitue un modèle de coopération mutuellement bénéfique. Qu'il s'agisse des échanges commerciaux, des investissements croisés ou du rôle crucial des travailleurs frontaliers, ces deux économies interdépendantes se renforcent et prospèrent grâce à leur complémentarité. À l'heure où les accords bilatéraux sont en renégociation, il est plus que jamais nécessaire de préserver cette relation stratégique. Garantir la fluidité des échanges et l'accès à une main-d'œuvre qualifiée est essentiel pour maintenir la compétitivité et l'attractivité de la Suisse, et assurer ainsi sa croissance à long terme.

ROMAIN DURIÉZ

Directeur Chambre de Commerce et d'Industrie France Suisse